

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e d'études et d'analyses financières céréales

Direction des Interventions

Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

Unité Entreprises et Filières

N° appel à candidature : 26119 bis	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : Catégorie A : 1, Catégorie B : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : Catégorie B : 2.1 si SA ou TS (Application des barèmes RIFSEEP des services centraux du MAASA)
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont affectés ou accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- Met en œuvre des dispositifs de soutien techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- Assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- Organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques.

FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basé dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).

La direction des interventions de l'Établissement assure la mise en place, le paiement et le contrôle des aides publiques, tant nationales qu'européennes, aux filières agricoles végétales et animales ainsi qu'à la pêche et à l'aquaculture. Ces aides peuvent être récurrentes ou ponctuelles, en cas de crise notamment.

Au sein de la direction, le service « Soutien, investissement et innovation dans les filières » (SIIF) regroupe trois unités : l'unité « Aides aux exploitations et expérimentation », l'unité « Gestion des crises agricoles » et l'unité « Entreprises et filières ».

Le poste de chargé.e d'études céréales et analyses financières est rattaché à l'unité « Entreprises et filières », composée de 11 agents. Cette unité contribue à la définition de dispositifs d'aide nationaux visant à soutenir les entreprises de l'aval des différentes filières agricoles et agroalimentaires et surtout leurs actions d'innovation dans le domaine de l'agriculture et l'alimentation.

Objectifs du poste :

Au sein de l'équipe constituée d'un responsable de pôle et de deux agents, la.le titulaire du poste contribue à la mise en œuvre du dispositif « aval des céréales », dispositif historique pour l'organisation du marché français des céréales, par lequel FranceAgriMer accorde une garantie aux collecteurs de céréales vis-à-vis des établissements bancaires en vue de financer l'achat de céréales avec un paiement comptant aux producteurs.

Elle.Il assure la coordination nationale du dispositif par l'animation des services territoriaux de l'Établissement, les organismes collecteurs et les établissements bancaires et constitue une source d'expertise sur les filières céréales et ses opérateurs.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la cheffe de l'unité et du responsable de pôle aval, et en collaboration avec les autres membres de l'équipe, la.le chargé(e) d'études et d'analyses financières céréales :

- Coordonne et anime le dispositif aval des céréales, entre le siège et les régions, dans le respect des orientations définies nationalement : élaboration et diffusion des procédures et outils de gestion, orientation et supervision du réseau régional, suivi des contrôles ;
- Assure les échanges avec les bénéficiaires du dispositif, les services territoriaux et les banques ;
- Évalue le risque financier pour FranceAgriMer en supervisant les diagnostics financiers des collecteurs ainsi que leurs demandes de financement éventuelles ;
- Expertise les évolutions du dispositif et entretient une veille de la filière céréales française, en particulier sur la situation des organismes avalisés tout au long de la campagne ;
- Identifie les besoins d'évolution de l'application dédiée avec l'appui de la cellule modernisation (AMOA), notamment la dématérialisation en lien avec le service informatique, les services territoriaux de l'Établissement, les collecteurs et les banques ;
- Contribue aux réponses apportées aux missions de contrôles internes et externes ;
- Assure le reporting relatif au dispositif (suivi des indicateurs de gestion) et rend compte de son activité auprès du chef de pôle ;
- En fonction de l'activité de l'unité, contribue à la gestion d'autres dispositifs.

Le(a) chargé(e) d'études acquerra une solide expérience en matière d'analyse financière et d'animation de réseau ainsi qu'une bonne connaissance du fonctionnement de la filière céréales.

Relations fonctionnelles du poste :

- À l'extérieur : ministère chargé de l'agriculture, notamment les services de la DGPE, services déconcentrés (DRAAF), organismes collecteurs/stockeurs, établissements bancaires, corps de contrôle externes ;
- En interne : tous les services et personnels de FranceAgriMer, et principalement le délégué filière « grandes cultures », la direction « marchés, études et prospective » notamment l'unité « grains et sucre », le service informatique, le service « contrôle et normalisation » de la Direction des Interventions.

Compétences appréciées pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des filières agricoles et agroalimentaires, en particulier céréales
- Connaissance des environnements économique, professionnel et institutionnel

Savoir-faire / Maîtrise

- Travail en équipe, sens du contact
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Rigueur, méthode et organisation, respect des délais
- Conduite de projet, y compris informatique

<ul style="list-style-type: none"> – Compétences en analyse financière – Connaissance des principes de droit (européen, national, administratif, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> – Maîtrise des outils bureautiques et des applicatifs métiers
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum Bac + 3 souhaité en cas de candidature d'un contractuel.
Une expérience probante sur des missions similaires est demandée.

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ :	Oui	Non ☒
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non ☒
Poste à privilèges³ :	Oui	Non ☒

Personnes à contacter :

Florian GIRAUD, chef du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

☎ : 01 73 30 23 87 ✉ : florian.giraud@franceagrimer.fr

Charles Lenoir, adjoint au chef du service Soutien, investissement et innovation dans les Filières

☎ : 01 73 30 22 89 ✉ : charles.lenoir@franceagrimer.fr

Florence POINSSOT, cheffe de l'unité Entreprises et Filières

☎ : 01 73 30 31 34 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr

Service des ressources humaines en charge des recrutements

mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. Télétravail possible sous certaines conditions d'éligibilité dans la limite de 3 jours par semaine.

Vous bénéficiez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Vous bénéficiez obligatoirement de la mutuelle employeur et, sur option, d'une garantie prévoyance.

Le siège de France AgriMer offre différentes prestations d'action sociale :

- *Restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.*
- *Service médico-social : composé d'un médecin du travail pour le service de médecine de prévention de FAM et d'une assistante de service social*
- *Une Référente Handicap accompagne également les agents dans leurs parcours professionnels.*
- *Possibilité de bénéficier du comité d'action sociale,*
- *Une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueil.*

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 01/06/2026

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un Curriculum Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.
- 3 derniers comptes rendus d'entretien professionnel

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.